

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Martin Houde, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville d'Hudson pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 16 décembre 2024

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	29
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	30
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	31
Charges par objets	32
Excédent (déficit) accumulé	33
Avantages sociaux futurs	37

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	44
Analyse des charges	56

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville d'Hudson

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville d'Hudson (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville d'Hudson au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1^{er} janvier 2023 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, l'organisme municipal n'a pas évalué ni comptabilisé, au 31 décembre 2023, un passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations. La ville n'a pas obtenu les informations concernant le coût de désamiantage devant être utilisé pour calculer le passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats en ce qui concerne le montant qui aurait dû être comptabilisé et les informations à fournir sur les obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants comptabilisés comme passif, aux informations fournies dans les états financiers, aux charges ou à d'autres postes des états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville d'Hudson inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

BCGO S.E.N.C.R.L.

Vaudreuil-Dorion, le 16 décembre 2024

1 Par CPA auditrice, permis de comptabilité publique no. A107797

ÉTAT DES RÉSULTATS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
				Redressé note 23
Revenus				
Taxes	1	13 203 100	13 441 864	12 468 725
Compensations tenant lieu de taxes	2	188 200	173 203	188 255
Quotes-parts	3			
Transferts	4	137 800	350 866	543 291
Services rendus	5	253 500	271 875	295 430
Imposition de droits	6	1 958 600	2 059 892	2 176 401
Amendes et pénalités	7	75 000	109 436	78 202
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	516 400	1 106 344	579 593
Autres revenus	10		200 044	166 239
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	16 332 600	17 713 524	16 496 136
Charges				
Administration générale	14	2 707 020	2 395 909	2 116 220
Sécurité publique	15	3 271 035	2 531 118	3 805 768
Transport	16	2 913 500	2 947 156	2 834 547
Hygiène du milieu	17	2 156 745	2 987 868	2 816 605
Santé et bien-être	18	81 987	83 520	70 067
Aménagement, urbanisme et développement	19	981 093	790 666	788 730
Loisirs et culture	20	1 591 320	1 648 049	1 463 305
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	808 100	802 182	792 309
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	14 510 800	14 186 468	14 687 551
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 821 800	3 527 056	1 808 585
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		43 314 083	41 505 498
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		24 000	24 000
Solde redressé	28		43 338 083	41 529 498
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		46 865 139	43 338 083

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
			Redressé note 23
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	13 245 839	17 019 778
Débiteurs (note 5)	2	4 570 677	3 895 411
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	17 816 516	20 915 189
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	4 506 072	4 435 803
Revenus reportés (note 11)	12	278 155	413 752
Dette à long terme (note 12)	13	23 257 473	28 139 161
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	28 041 700	32 988 716
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(10 225 184)	(12 073 527)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	56 873 070	55 287 813
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	215 158	117 346
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	2 095	6 451
	23	57 090 323	55 411 610
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	46 865 139	43 338 083
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	46 865 139	43 338 083
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	46 865 139	43 338 083
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
				Redressé note 23
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 821 800	3 527 056	1 808 585
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	3 320 283)(	3 828 529)
Produit de cession	3			33 000
Amortissement	4		1 735 026	1 698 289
(Gain) perte sur cession	5			46 344
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(1 585 257)	(2 050 896)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(97 812)	
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		4 356	(986)
	13		(93 456)	(986)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	1 821 800	1 848 343	(243 297)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(12 097 527)	(11 854 230)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		24 000	24 000
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(12 073 527)	(11 830 230)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(10 225 184)	(12 073 527)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 527 056	1 808 585
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 735 026	1 698 289
Autres			
▪ Perte sur cession d'immos.	3.1		46 344
	4	5 262 082	3 553 218
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(675 266)	1 587 156
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	70 269	2 213 258
Revenus reportés	8	(135 597)	29 629
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(97 812)	
Autres actifs non financiers	12	4 356	(986)
	13	4 428 032	7 382 275
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(3 320 283)	(3 828 529)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		33 000
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(3 320 283)	(3 795 529)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	12 452 000	5 085 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(17 258 000)	(1 802 000)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(75 688)	35 250
Autres			
▪	28.1		
	29	(4 881 688)	3 318 250
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(3 773 939)	6 904 996
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	17 019 778	10 114 782
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	17 019 778	10 114 782
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	13 245 839	17 019 778

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville d'Hudson est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée d'utilité des immobilisations et la provision pour les réclamations en justice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) Actifs financiers

Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par ces fonds.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

La ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures:	10, 20 et 40 ans
Bâtiments:	20 et 40 ans
Véhicules:	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau:	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement:	10 et 20 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût, établi selon la méthode du coût moyen, et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

F) Revenus

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les crédettes et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

I) Instruments financiers

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation et des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux à payer, les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — instruments financiers (chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201)

À compter du présent exercice, la ville a adopté les exigences des chapitres SP 3450, *Instruments financiers*, SP 3041, *Placements de portefeuille*, SP 2601, *Conversion des devises* et SP 1201, *Présentation des états financiers*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Les effets sur les états financiers de la ville portent principalement sur sa dette à long terme ainsi que sur les éléments de ses résultats en découlant.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la ville.

Adoption initiale — obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

À compter du présent exercice, la ville a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la ville comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la ville qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la ville doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige l'organisme municipal à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'organisme n'a pas évalué ni comptabilisé, au 31 décembre 2023, de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et il n'a pas fourni les informations requises dans ses états financiers en vertu de cette norme.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	13 245 839	17 019 778
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	13 245 839	17 019 778
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	13 245 839	17 019 778
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	3 122 941	7 574 225
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	11 173 000	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	817 635	578 850
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	1 575 083	2 077 475
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 022 858	572 537
Organismes municipaux	13	505 562	58 880
Autres			
▪ Droits de mutation	14.1	616 989	554 169
▪ Contribuables et divers	14.2	32 550	53 500
	15	4 570 677	3 895 411
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	678 588	1 574 996
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	678 588	1 574 996
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	31 996	27 475
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	222 910	242 620
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	691 046	1 562 996
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24		12 518
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	661 127	259 341
	27	1 575 083	2 077 475

Note

6. Prêts

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

7. Placements de portefeuille

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
	35		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Note**8. Autres actifs financiers**

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note**9. Emprunts temporaires**

La ville dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 4 000 000 \$ pour ses opérations courantes. Cette marge de crédit porte intérêts au taux préférentiel. Le montant non utilisé au 31 décembre 2023 est de 4 000 000\$ (2022 : 4 000 000 \$). Cette marge de crédit couvre le découvert bancaire et est présentée à ce poste à l'état de la situation financière, s'il y a lieu.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	1 014 104	2 307 752
Salaires et avantages sociaux	42	74 572	232 972
Dépôts et retenues de garantie	43	885 070	1 064 706
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Intérêts courus sur la dette	45.1	193 307	203 703
▪ Gouvernement du Québec	45.2	1 805 000	
▪ Organismes municipaux	45.3	534 019	626 670
	46	4 506 072	4 435 803

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	92 315	31 908
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54		197 148
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Méd-Centre	60.1	71 548	71 548
▪ Transfert	60.2	114 292	113 148
	61	278 155	413 752

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	5,40	2032	2060	62	23 369 000	28 175 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	23 369 000	28 175 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(111 527)	(35 839)
					72	23 257 473	28 139 161

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2024	73		1 278 000			1 278 000
2025	74		1 315 000			1 315 000
2026	75		1 351 000			1 351 000
2027	76		1 162 000			1 162 000
2028	77		1 199 000			1 199 000
2029 et plus	78		17 064 000			17 064 000
	79		23 369 000			23 369 000
Intérêts et frais accessoires	80		()	()
	81		23 369 000			23 369 000

Note

Les versements estimatifs sur la dette à long terme n'inclue pas les montants de refinancement

13. Avantages sociaux futurs

		2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87	98 191	91 921
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89		
	90	98 191	91 921

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

		2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91		
Assainissement des sites contaminés	92		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93		
Autres			
▪	94.1		
	95		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96		
Passifs engagés	97		
Passifs réglés	98	()	()
Charge de désactualisation ¹	99		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	13 062 178			13 062 178
Eaux usées	103	22 250 784			22 250 784
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	9 136 483	3 523 239		12 659 722
Autres					
▪ Autres	105.1	1 648 869			1 648 869
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	9 304 260			9 304 260
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	1 139 104			1 139 104
Ameublement et équipement de bureau	110	704 256			704 256
Machinerie, outillage et équipement divers	111	1 710 844	58 498		1 769 342
Terrains	112	6 008 171	25 000		6 033 171
Autres	113				
	114	64 964 949	3 606 737		68 571 686
Immobilisations en cours	115	9 012 052	(286 454)		8 725 598
	116	73 977 001	3 320 283		77 297 284
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	3 986 276	325 449		4 311 725
Eaux usées	118	6 023 837	556 269		6 580 106
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	3 521 637	254 626		3 776 263
Autres					
▪ Autres	120.1	1 017 422	74 174		1 091 596
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	2 370 234	232 989		2 603 223
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	527 319	81 858		609 177
Ameublement et équipement de bureau	125	367 320	87 916		455 236
Machinerie, outillage et équipement divers	126	875 143	121 745		996 888
Autres	127				
	128	18 689 188	1 735 026		20 424 214
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	55 287 813			56 873 070
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

	2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	
Immeubles industriels municipaux	134	
Autres	135	
	136	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2023	2022
Frais payés d'avance		
▪ Frais perçus d'avance	144.1	2 095
Autres		
▪	145.1	
	146	2 095
		6 451

Note**19. Obligations contractuelles**

S.O.

20. Droits contractuels**Programme de subvention**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 2 456 538 \$ à la ville pour des travaux admissibles. La ville doit également investir 1 327 750 \$ dans ces travaux. À la date des états financiers, une somme de 945 810 \$ a été comptabilisée à titre de revenu et un solde de 1 510 728 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

Les subventions pour le remboursement des intérêts sur la dettes à long terme totalisant 183 604 \$ seront reçues sur une période de 18 ans. L'échéancier de réception de ces subventions pour les cinq prochains exercices s'établit comme suit :

2024	23 741 \$
2025	22 052 \$
2026	20 297 \$
2027	18 477 \$
2028	16 585 \$

Autres ententes

La ville a conclu divers contrats avec des organismes. Ces contrats viennent à échéance entre 2023 et 2099 et prévoient les revenus suivants :

2024	29 765 \$
2025	29 949 \$
2026	30 073 \$
2027	30 073 \$
2028	30 073 \$

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Diverses réclamations et poursuites judiciaires dont le total de certaines est estimé à 22 495 467 \$ et d'autres dont le montant est indéterminé ont été entreprises contre la Ville de Hudson. Certaines de ces réclamations ont été transmises aux assureurs de la Ville qui en ont pris fait et cause.

Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques, la Ville contestant le bien-fondé de ces réclamations. La direction de la Ville est d'avis que la plupart de ces réclamations sont sans fondement et, en conséquence, aucune provision n'a été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de ces réclamations, la charge en résultant serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

Le solde de l'excédent accumulé au 1er janvier 2022 a été redressé d'un montant de 24 000 \$. Ce redressement résulte du reclassement d'un revenu reporté en fonds réservé puisqu'aucune affectation d'origine externe ne justifiait la comptabilisation d'un passif.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités) et aux autres créances à recevoir.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

L'exposition maximale de la ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs représentant des actifs financiers, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2023	2022
Non en souffrance	1 724 241	2 159 515
En souffrance :		
moins de 30 jours	2 573	9 444
de 30 à 60 jours	7	3 808
plus de 60 jours	31 880	44 098
	1 758 701	2 216 865
Moins la provision pour créances douteuses	(31 996)	(27 475)
	1 726 705	2 189 390

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

Solde au début	27 475
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	4 521
Montants recouvrés	—
Solde à la fin	31 996

La ville est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

2023	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	–	–	–	–	–
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	4 309 934	–	–	–	4 309 934
Intérêts courus à payer	193 307	–	–	–	193 307
Dettes	1 278 000	3 828 000	2 437 000	15 826 000	23 369 000
	5 781 241	3 828 000	2 437 000	15 826 000	27 872 241

2022	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	–	–	–	–	–
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	4 224 429	–	–	–	4 224 429
Intérêts courus à payer	203 703	–	–	–	203 703
Dettes	2 209 000	4 472 000	2 710 000	18 784 000	28 175 000
	6 637 132	4 472 000	2 710 000	18 784 000	32 603 132

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La ville est exposé à ces risques.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la ville est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la ville prévoit rembourser ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La ville est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent régulièrement.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2023			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	—	13 263 321	13 263 321
Prêts			
	—	—	—
Placements de portefeuille	—	—	—
Subventions à recevoir	707 731	—	707 731
Passifs financiers			
Emprunts	—	—	—
Dettes	23 369 000	—	23 369 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

31 décembre 2022			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	—	17 048 331	17 048 331
Prêts	—	—	—
Placements de portefeuille	—	—	—
Subventions à recevoir	1 605 128		1 605 128
Passifs financiers			
Emprunts	—	—	—
Dettes	28 175 000	-	28 175 000

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 93 979 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2023 (95 215 \$ en 2022).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

26. Données comparatives

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent et des prévisions budgétaires ont été reclassées ou regroupées.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023		Réalisations 2023		Réalisations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	13 203 100	13 441 864		13 441 864	12 468 725
Compensations tenant lieu de taxes	2	188 200	173 203		173 203	188 255
Quotes-parts	3					
Transferts	4	137 800	295 757		295 757	121 173
Services rendus	5	253 500	271 875		271 875	295 430
Imposition de droits	6	1 958 600	2 059 892		2 059 892	2 176 401
Amendes et pénalités	7	75 000	109 436		109 436	78 202
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	516 400	1 106 344		1 106 344	579 593
Autres revenus	10		2 896		2 896	(46 061)
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	16 332 600	17 461 267		17 461 267	15 861 718
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		55 109		55 109	422 118
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18		197 148		197 148	212 300
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		252 257		252 257	634 418
	22	16 332 600	17 713 524		17 713 524	16 496 136
Charges						
Administration générale	23	2 707 020	2 318 387	77 522	2 395 909	2 116 220
Sécurité publique	24	3 271 035	2 334 935	196 183	2 531 118	3 805 768
Transport	25	2 913 500	2 606 594	340 562	2 947 156	2 834 547
Hygiène du milieu	26	2 156 745	2 078 338	909 530	2 987 868	2 816 605
Santé et bien-être	27	81 987	83 520		83 520	70 067
Aménagement, urbanisme et développement	28	981 093	786 829	3 837	790 666	788 730
Loisirs et culture	29	1 591 320	1 440 657	207 392	1 648 049	1 463 305
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	808 100	802 182		802 182	792 309
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		1 735 026 (	1 735 026)		
	34	14 510 800	14 186 468		14 186 468	14 687 551
Excédent (déficit) de l'exercice	35	1 821 800	3 527 056		3 527 056	1 808 585

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 821 800	3 527 056	1 808 585
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	( 252 257)	(634 418)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 821 800	3 274 799	1 174 167
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		1 735 026	1 698 289
Produit de cession	5			33 000
(Gain) perte sur cession	6			46 344
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 735 026	1 777 633
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 318 800)	(5 188 592)	(933 761)
	18	(1 318 800)	(5 188 592)	(933 761)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	( 750 193)	(210 549)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		500	15 809
Excédent de fonctionnement affecté	21	100 000	843 851	632 266
Réserves financières et fonds réservés	22	(603 000)	2 944 428	(169 198)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(503 000)	3 038 586	268 328
	26	(1 821 800)	(414 980)	1 112 200
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		2 859 819	2 286 367

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	252 257	634 418
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	)(	65 875)
Sécurité publique	3 (	)(	96 039)
Transport	4 (	2 357 930)(	3 269 783)
Hygiène du milieu	5 (	804 884)(	164 962)
Santé et bien-être	6 ()()
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()()
Loisirs et culture	8 (	157 469)(	231 870)
Réseau d'électricité	9 ()()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()()
	11 (	3 320 283)(	3 828 529)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ()()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ()()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 279 000	4 970 457
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	750 193	210 549
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	1 281 011	1 732 745
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18		311 295
	19	2 031 204	2 254 589
	20	(10 079)	3 396 517
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	242 178	4 030 935

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	3 997 100	3 182 497	3 125 560
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	813 100	624 554	611 313
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7	48 000	66 318	53 805
Autres biens et services	8	7 520 400	6 485 963	7 213 475
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	772 900	768 497	736 127
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	35 200	33 685	56 182
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13			
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	1 190 800	1 187 626	1 099 811
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	107 500	76 564	103 029
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		1 735 026	1 698 289
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Créances irrécouvrables	21.1	20 000	4 521	(16 189)
▪ Réclamation dommage et int.	21.2		13 356	(76)
▪ Autres	21.3	5 800	7 861	6 225
	22	14 510 800	14 186 468	14 687 551

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	10 965 508	8 355 078
Excédent de fonctionnement affecté	2	537 928	1 485 945
Réserves financières et fonds réservés	3	1 762 015	5 634 399
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ()()
Financement des investissements en cours	5	(582 970)	(825 148)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	34 182 658	28 687 809
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	46 865 139	43 338 083
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	10 965 508	8 355 078
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	10 965 508	8 355 078
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Règl. 504	12.1	88 546	776 346
▪ Règl. 505	12.2	28 376	28 376
▪ Divers	12.3	16 609	145 626
▪ Règl. 581	12.4		31 189
▪ Règl. 554	12.5	4 397	4 408
▪ Parc et terrains de jeux	12.6	150 000	150 000
▪ Exercice subséquent	12.7		100 000
▪ Inondations	12.8	100 000	100 000
▪ Infrastructures	12.9	150 000	150 000
	13	537 928	1 485 945
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	537 928	1 485 945

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	832 556	626 984
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25	892 459	4 976 915
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	13 000	6 500
Autres			
▪ Fond de stationnement	30.1	24 000	24 000
	31	1 762 015	5 634 399
	32	1 762 015	5 634 399

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres		
▪	44.1 ()(
	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres		
▪	50.1 ()(
	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres		
▪	56.1 ()(
	57 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres		
▪	62.1	
	63	
	64 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	65	544 844	40 130
Investissements à financer	66 (	1 127 814)(	865 278)
	67	(582 970)	(825 148)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68	56 873 070	55 287 813
Propriétés destinées à la revente	69		
Prêts	70		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72		
	73	56 873 070	55 287 813
Ajustements aux éléments d'actif	74		
	75	56 873 070	55 287 813
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	76 (	23 257 473)(	28 139 161)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (	111 527)(	35 839)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78	678 588	1 574 996
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80		
	81 (	22 690 412)(	26 600 004)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ()()
	83 (	22 690 412)(	26 600 004)
	84	34 182 658	28 687 809

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	% %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements

La ville offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite à cotisations déterminées où les cotisations sont versées par l'employeur et par les adhérents au taux de 5 % chacun.

Les contributions des employés et celles de la ville ainsi que les autres revenus et charges, sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le régime étant à cotisation déterminée n'a donc pas de surplus ou déficit actuariel.

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	98 191	91 921
	110	98 191	91 921

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111

Description des régimes et autres renseignements

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		

Description du régime

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		
Note			

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TAXES		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	9 564 500	9 712 458	9 035 942
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	1 312 200	1 342 599	1 237 413
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	10 876 700	11 055 057	10 273 355
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	727 000	755 117	684 601
Égout	13	395 800	412 862	360 088
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	864 800	885 057	830 039
Autres				
▪ Usages additionnels	16.1	3 000	3 000	2 750
Centres d'urgence 9-1-1	17	30 000	29 375	30 734
Service de la dette	18	305 800	301 396	287 158
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	2 326 400	2 386 807	2 195 370
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	2 326 400	2 386 807	2 195 370
	27	13 203 100	13 441 864	12 468 725

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	9 000	8 864	9 080
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	170 700	153 645	170 689
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	179 700	162 509	179 769
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	6 000	6 085	3 986
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	2 500	4 609	4 500
Taxes d'affaires	38			
	39	8 500	10 694	8 486
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	188 200	173 203	188 255

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			(12 619)
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49	3 500	3 296	4 246
Sécurité civile	50			(161 936)
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	23 400	31 589	40 096
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62	17 900	16 521	28 824
Réseau de distribution de l'eau potable	63	4 700	4 579	12 233
Traitement des eaux usées	64	3 100	3 270	3 721
Réseaux d'égout	65	6 100	5 538	7 421
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66	40 000	107 100	88 749
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79			
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81	39 100	36 643	35 979
Activités culturelles				
Bibliothèques	82			
Autres	83			
Réseau d'électricité	84			
	85	137 800	208 536	46 714

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86			
Sécurité publique				
Police	87			
Sécurité incendie	88			
Sécurité civile	89			
Autres	90			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91			387 367
Enlèvement de la neige	92			
Autres	93			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau	99			
Autres	100			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101			34 751
Réseau de distribution de l'eau potable	102		42 095	
Traitement des eaux usées	103		13 014	
Réseaux d'égout	104			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107			
Autres	108			
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111			
Autres	112			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	113			
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	116			
Rénovation urbaine	117			
Promotion et développement économique	118			
Autres	119			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	120			
Activités culturelles				
Bibliothèques	121			
Autres	122			
Réseau d'électricité	123			
	124		55 109	422 118

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129			
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132		87 221	68 792
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			5 667
	135		87 221	74 459
TOTAL DES TRANSFERTS	136	137 800	350 866	543 291

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	137			
Évaluation	138			
Autres	139			
	140			
Sécurité publique				
Police	141			
Sécurité incendie	142	35 000	43 699	48 353
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145	35 000	43 699	48 353
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146			
Enlèvement de la neige	147			
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152	11 600	11 009	8 250
Réseau de distribution de l'eau potable	153			
Traitement des eaux usées	154			
Réseaux d'égout	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	156			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			
Tri et conditionnement	158			
Autres	159			
Autres	160			
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164	11 600	11 009	8 250

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173			
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176			
Réseau d'électricité	177			
	178	46 600	54 708	56 603

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181	13 300	8 447	38 491
	182	13 300	8 447	38 491
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184	9 000	15 422	10 426
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187	9 000	15 422	10 426
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188			
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197			
Réseau de distribution de l'eau potable	198	5 000		8 470
Traitement des eaux usées	199	49 600	50 595	40 313
Réseaux d'égout	200			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201			
Matières recyclables	202			
Autres	203	500	75	485
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			
	207	55 100	50 670	49 268

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212			
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214			
Autres	215			
	216			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	129 500	142 628	140 642
Activités culturelles				
Bibliothèques	218			
Autres	219			
	220	129 500	142 628	140 642
Réseau d'électricité				
	221			
	222	206 900	217 167	238 827
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	253 500	271 875	295 430

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	58 600	44 555	103 773
Droits de mutation immobilière	225	1 900 000	2 015 337	2 072 628
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227			
	228	1 958 600	2 059 892	2 176 401
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229	75 000	109 436	78 202
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	516 400	1 106 344	579 593
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232			(46 344)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239			
Redevances réglementaires	240			
Autres	241		200 044	212 583
	242		200 044	166 239
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Non audité		Budget 2023	Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	332 825	267 865		267 865	298 063
Greffé et application de la loi	2	343 100	451 066		451 066	353 556
Gestion financière et administrative	3	1 243 195	1 176 788	77 522	1 254 310	1 128 763
Évaluation	4	44 200	43 568		43 568	58 673
Gestion du personnel	5	743 700	379 100		379 100	277 165
Autres						
▪	6.1					
	7	2 707 020	2 318 387	77 522	2 395 909	2 116 220
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	1 865 000	948 684		948 684	2 372 631
Sécurité incendie	9	1 217 800	1 077 977	196 183	1 274 160	1 301 148
Sécurité civile	10	184 700	306 070		306 070	130 084
Autres	11	3 535	2 204		2 204	1 905
	12	3 271 035	2 334 935	196 183	2 531 118	3 805 768
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	13	1 179 600	1 074 042	302 268	1 376 310	1 330 223
Enlèvement de la neige	14	1 220 900	1 044 141		1 044 141	957 661
Éclairage des rues	15	30 200	24 682	35 066	59 748	56 911
Circulation et stationnement	16	164 300	145 303	3 228	148 531	181 002
Transport collectif						
Transport en commun	17	318 500	318 426		318 426	308 750
Transport aérien	18					
Transport par eau	19					
Autres	20					
	21	2 913 500	2 606 594	340 562	2 947 156	2 834 547

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Non audité	Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	234 700	314 545	145 495	460 040	394 744
Réseau de distribution de l'eau potable	23	405 500	330 151	190 268	520 419	620 028
Traitement des eaux usées	24	254 300	294 401	175 864	470 265	406 617
Réseaux d'égout	25	182 800	160 189	390 398	550 587	521 947
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	26	208 600	195 827	3 785	199 612	181 439
Élimination	27	110 300	134 120		134 120	106 956
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	28	195 968	181 411		181 411	205 777
Tri et conditionnement	29	33 932	33 934		33 934	14 058
Matières organiques						
Collecte et transport	30	261 800	254 507		254 507	207 329
Traitement	31	36 300	36 270		36 270	31 920
Matériaux secs	32	12 300	12 270		12 270	12 330
Autres	33	27 200	30 449		30 449	24 872
Plan de gestion	34					
Autres	35					
Cours d'eau	36	23 500	6 367		6 367	4 092
Protection de l'environnement	37	148 845	73 197	3 720	76 917	68 527
Autres	38	20 700	20 700		20 700	15 969
	39	2 156 745	2 078 338	909 530	2 987 868	2 816 605
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	40	75 225	76 758		76 758	68 843
Sécurité du revenu	41					
Autres	42	6 762	6 762		6 762	1 224
	43	81 987	83 520		83 520	70 067

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	44	864 403	671 731	3 837	675 568	682 961
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	45					
Autres biens	46	600				532
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	47	116 090	115 098		115 098	105 237
Tourisme	48					
Autres	49					
Autres	50					
	51	981 093	786 829	3 837	790 666	788 730
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	52	405 720	405 552	58 254	463 806	407 941
Patinoires intérieures et extérieures	53	84 100	35 571		35 571	21 833
Piscines, plages et ports de plaisance	54	317 100	277 479	12 147	289 626	270 878
Parcs et terrains de jeux	55	491 200	527 803	102 039	629 842	540 959
Parcs régionaux	56					
Expositions et foires	57	71 700	60 076		60 076	54 713
Autres	58					
	59	1 369 820	1 306 481	172 440	1 478 921	1 296 324
Activités culturelles						
Centres communautaires	60					
Bibliothèques	61					
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	62					
Autres ressources du patrimoine	63					
Autres	64	221 500	134 176	34 952	169 128	166 981
	65	221 500	134 176	34 952	169 128	166 981
	66	1 591 320	1 440 657	207 392	1 648 049	1 463 305

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	68	780 000	766 132		766 132	757 059
Autres frais	69	28 100	36 050		36 050	35 250
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	70					
Autres	71					
	72	808 100	802 182		802 182	792 309
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74		1 735 026 (	1 735 026)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	42 716	35 202
Usines de traitement de l'eau potable	2	154 762	
Usines et bassins d'épuration	3	211 422	
Conduites d'égout	4	36 995	23 980
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 334 396	2 993 060
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	15 594	
Autres infrastructures	11	137 070	79 370
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		91 303
Ameublement et équipement de bureau	18		102 764
Machinerie, outillage et équipement divers	19	362 328	290 550
Terrains	20	25 000	212 300
Autres	21		
	22	3 320 283	3 828 529

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	42 716	35 202
Usines de traitement de l'eau potable	2	154 762	
Usines et bassins d'épuration	3	211 422	
Conduites d'égout	4	36 995	23 980
Autres infrastructures	5	2 487 060	3 072 430
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	387 328	696 917
	12	3 320 283	3 828 529

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	840 319		719 000	121 319
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	6 241 410		1 816 749	4 424 661
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	19 518 275	1 279 000	2 652 843	18 144 432
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	26 600 004	1 279 000	5 188 592	22 690 412
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 574 996		896 408	678 588
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	1 574 996		896 408	678 588
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	1 574 996		896 408	678 588
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	1 574 996		896 408	678 588
	19	28 175 000	1 279 000	6 085 000	23 369 000
Dette en cours de refinancement	20 ()		()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	28 175 000	1 279 000	6 085 000	23 369 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	23 369 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 127 814
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	121 319
Débiteurs	8	678 588
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	23 696 907
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
	13	
Endettement net à long terme	14	23 696 907
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	214 025
Communauté métropolitaine	16	128 591
Autres organismes	17	1 290 000
Endettement total net à long terme	18	25 329 523
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	25 329 523
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1	500	501	501
Évaluation	2	42 200	42 234	39 231
Autres	3	125 120	126 280	111 504
Sécurité publique				
Police	4	9 435	12 588	8 631
Sécurité incendie	5	8 000	7 959	8 520
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	318 500	318 426	308 750
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	248 200	248 148	245 085
Cours d'eau	13	23 500	6 366	4 092
Protection de l'environnement	14	1 545	1 576	1 461
Autres	15	20 700	20 700	15 969
Santé et bien-être				
Logement social	16	75 225	75 411	68 843
Autres	17	6 762	8 110	1 224
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	117 703	124 508	121 966
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	107 690	107 765	84 405
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	63 220	64 506	59 160
Activités culturelles	23	22 500	22 548	20 469
Réseau d'électricité				
	24			
	25	1 190 800	1 187 626	1 099 811

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	3 301 341	3 774 825
Frais de financement	4	18 942	53 704
Autres	5		
	6	3 320 283	3 828 529

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	11,51	35,00	20 945,00	1 078 729	211 697	1 290 426
Professionnels	2						
Cols blancs	3	13,05	35,00	23 752,00	684 184	134 269	818 453
Cols bleus	4	12,57	40,00	26 152,00	785 860	154 222	940 082
Policiers	5						
Pompiers	6	6,17	40,00	12 829,00	499 550	98 035	597 585
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	43,30		83 678,00	3 048 323	598 223	3 646 546
Élus	9	7,00			134 174	26 331	160 505
	10	50,30			3 182 497	624 554	3 807 051

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	16 521				16 521
Réseau de distribution de l'eau potable	3	4 579	12 863	29 232		46 674
Traitement des eaux usées	4	3 270	3 977	9 037		16 284
Réseaux d'égout	5	5 538				5 538
Autres	6	199 059		35 682	31 108	265 849
	7	228 967	16 840	73 951	31 108	350 866

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	2 483	2 965
	4	2 483	2 965
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	144 408	149 119
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	144 408	149 119
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	248 472	211 565
Enlèvement de la neige	11	2 253	2 396
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	250 725	213 961
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	133 378	146 875
Réseau de distribution de l'eau potable	17	61 194	60 986
Traitement des eaux usées	18	37 832	41 145
Réseaux d'égout	19	137 278	143 427
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	369 682	392 433
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	2 296	2 499
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	2 296	2 499
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	32 588	31 332
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	32 588	31 332
Réseau d'électricité			
	40		
	41	802 182	792 309

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Chloé Hutchison	1.1	Maire	30 933	15 466	7 000	3 493
Daren Legault	1.2	Conseiller	10 311	5 155		
Reid Thompson	1.3	Conseiller	10 311	5 155		
Benoit Blais	1.4	Conseiller	10 311	5 155		
Peter Mate	1.5	Conseiller	10 311	5 155		
Mark Gray	1.6	Conseiller	10 311	5 155		
Douglas Smith	1.7	Conseiller	10 311	5 155		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 1 300 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☐ ☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges

11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer

17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 _____ \$

Ligne 24 : Libres

20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice

24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 _____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

26 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

27 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

28 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023

29 1 324 436 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

30 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

31 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

32 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

33 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

34 ☐ ☒

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

35 ☐ ☐

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

36 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

37 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

38 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

39 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

40 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

41 _____ \$

- b) autres formes d'aide

42 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

44 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

45 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

 Systèmes de sécurité

46 _____ \$

 Chaussées pavées - entretien préventif

47 _____ \$

 Chaussées pavées - entretien palliatif

48 _____ \$

 Chaussées en gravier - entretien préventif

49 _____ \$

 Chaussées en gravier - entretien palliatif

50 _____ \$

 Systèmes de drainage

51 _____ \$

 Abords de routes

52 _____ \$

 Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

53 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

54 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

55 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

56 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

57 _____

b) Date d'adoption de la résolution

58 _____

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?
- 59 ☒ ☐
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 2020-06-149
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2020-06-01
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 1
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 421
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72 ☐ ☒

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

OUI

NON

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☐☒

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2 ☐☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4 ☐☒

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6 ☐☒

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7 ☐☒

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9 ☐☐

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-02-03

Nom du signataire : Martin Houde

Fonction du signataire : Directeur général par intérim

Date de transmission au Ministère : 2025-03-21

Date et heure de la dernière modification : 2025-03-19 09:09

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022	
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	16 332 600	17 461 267	15 861 718
Investissement	2		252 257	634 418
	3	16 332 600	17 713 524	16 496 136
Charges				
	4	14 510 800	14 186 468	14 687 551
Excédent (déficit) de l'exercice				
Moins : revenus d'investissement	6 (	)(	252 257)(	634 418)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	1 821 800	3 274 799	1 174 167
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		1 735 026	1 698 289
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	1 318 800)(	5 188 592)(	933 761)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)(	750 193)(	210 549)
Excédent (déficit) accumulé	12	(503 000)	3 788 779	478 877
Autres éléments de conciliation	13			79 344
	14	(1 821 800)	(414 980)	1 112 200
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		2 859 819	2 286 367

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	13 245 839	17 019 778
Débiteurs	2	4 570 677	3 895 411
Placements de portefeuille	3		
Autres	4		
	5	17 816 516	20 915 189
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	23 257 473	28 139 161
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	4 784 227	4 849 555
	10	28 041 700	32 988 716
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(10 225 184)	(12 073 527)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	56 873 070	55 287 813
Autres	13	217 253	123 797
	14	57 090 323	55 411 610
Excédent (déficit) accumulé	15	46 865 139	43 338 083

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	10 965 508	8 355 078
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Règl. 504	2.1	88 546	776 346
▪ Règl. 505	2.2	28 376	28 376
▪ Divers	2.3	16 609	145 626
▪ Règl. 581	2.4		31 189
▪ Règl. 554	2.5	4 397	4 408
▪ Parc et terrains de jeux	2.6	150 000	150 000
▪ Exercice subséquent	2.7		100 000
▪ Inondations	2.8	100 000	100 000
▪ Infrastructures	2.9	150 000	150 000
	3	537 928	1 485 945
Réserves financières			
▪	4.1		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	832 556	626 984
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	892 459	4 976 915
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	13 000	6 500
Autres			
▪ Fond de stationnement	10.1	24 000	24 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11 ()	(
Financement des investissements en cours	12	(582 970)	(825 148)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	34 182 658	28 687 809
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	46 865 139	43 338 083

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	23 696 907
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	25 329 523

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	121 319	840 319
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	18 144 432	19 518 275
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	4 424 661	6 241 410
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	678 588	1 574 996
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	23 369 000	28 175 000

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Budget	Réalisations
Fonctionnement			
Taxes	12	13 203 100	13 441 864
Compensations tenant lieu de taxes	13	188 200	173 203
Quotes-parts	14		
Transferts	15	137 800	295 757
Services rendus	16	253 500	271 875
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	2 033 600	2 169 328
Autres	18	516 400	1 109 240
	19	16 332 600	17 461 267
Investissement			
Taxes	20		
Quotes-parts	21		
Transferts	22		55 109
Autres	23		197 148
	24		252 257
	25	16 332 600	17 713 524

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023		Réalisations 2023		Réalisations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	2 707 020	2 318 387	77 522	2 395 909	2 116 220
Sécurité publique						
Police	2	1 865 000	948 684		948 684	2 372 631
Sécurité incendie	3	1 217 800	1 077 977	196 183	1 274 160	1 301 148
Autres	4	188 235	308 274		308 274	131 989
Transport						
Réseau routier	5	2 595 000	2 288 168	340 562	2 628 730	2 525 797
Transport collectif	6	318 500	318 426		318 426	308 750
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	1 077 300	1 099 286	902 025	2 001 311	1 943 336
Matières résiduelles	9	886 400	878 788	3 785	882 573	784 681
Autres	10	193 045	100 264	3 720	103 984	88 588
Santé et bien-être	11	81 987	83 520		83 520	70 067
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	864 403	671 731	3 837	675 568	682 961
Promotion et développement économique	13	116 090	115 098		115 098	105 237
Autres	14	600				532
Loisirs et culture	15	1 591 320	1 440 657	207 392	1 648 049	1 463 305
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	808 100	802 182		802 182	792 309
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	14 510 800	12 451 442	1 735 026	14 186 468	14 687 551
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		1 735 026 (	1 735 026)		
	21	14 510 800	14 186 468		14 186 468	14 687 551

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	252 257	634 418
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	3 320 283)(	3 828 529)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ())
Financement à long terme des activités d'investissement	4	1 279 000	4 970 457
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	750 193	210 549
Excédent accumulé	6	1 281 011	2 044 040
	7	(10 079)	3 396 517
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	242 178	4 030 935

Extrait du rapport financier, page S14